



« la démocratie est gênante pour la bourgeoisie aujourd'hui, pour la classe ouvrière, elle est indispensable »
Rosa Luxembourg

N° 45 Mars 2026

SOMMAIRE : P2 : L'impérialisme Etats-Unien à la manœuvre, P3 : Face au contexte international, faisons vivre nos valeurs de paix, de solidarité et intentionnaliste ! P4 : A Cuba, P5 : Non à l'austérité, P6 : Quand le capitalisme se porte bien, le peuple trinque !, P7 : Il y a 115 ans, le 28 décembre 1910, naissait le Code du Travail, P8 : Pics de chaleur, sécheresse, incendies, inondations, empêcher le vol du plus férié des jours fériés ! P9 : Infos RAFFP et CNRACL, P10 : Page loisirs, P11 : IHS, P12 : Adhésions UFR



Christophe Couderc
Secrétaire général
de l'UFR

Le dimanche 22 mars dernier a eu lieu le 2^{ème} tour des élections municipales et métropolitaines. Sans vouloir m'hasarder à dresser un bilan exhaustif de cette séquence électorale, oh combien importante pour nos concitoyen-nes, nous pouvons dire que notre pays est morcelé, fragmenté. Nombre de communes voient un changement d'exécutif.

Ces élections ont eu lieu dans un contexte international et géopolitique dégradé. Dans un certain nombre de pays le quotidien de nombreuses populations est marqué par la guerre, la mort, la famine, l'exode.

L'ordre mondial établi en 1945 est bafoué, l'ONU est remise en cause, l'impérialisme est de nouveau de retour.

Ce contexte induit chez nos concitoyen-nes de la peur, de l'anxiété, du repli sur soi. Tous ces éléments ont sans doute pesé sur la participation aux élections municipales et métropolitaines. En effet cette dernière avec 57,43% est en nette diminution au regard des scrutins précédents, à l'exception de celui de 2020 qui était intervenu en pleine crise du COVID.

Dans de nombreuses communes, les stratégies politiciennes, électoraliste et d'appareil ont pris le pas au détriment de l'intérêt général, au détriment des valeurs qui fondent notre pacte républicain : liberté, égalité, fraternité.

Au final, la droite et l'extrême droite progressent et conquièrent de nombreuses communes. La gauche souvent désunie « en paye » les conséquences. Dans les communes de plus de 3500 habitant-es, les élections municipales se sont traduites par

l'élection de 1864 maires de droite ou du centre, de 805 maires de gauche et de 62 maires d'extrême droite (+ 45 par rapport à 2020).

Mais dans tous les cas, les 15 et 22 mars derniers, les électrices et électeurs ont exprimés à la foi leur attachement à la commune comme premier échelon de la république et à la démocratie de proximité.

Ils en appellent à la mise en œuvre de véritables politiques publiques ambitieuses en matière de cohésion sociale et territoriale, de vivre ensemble, un besoin de sécurité ; une sécurité qui ne saurait se réduire à la seule réponse répressive et policière.

Alors que les demandes et les aspirations de nos concitoyen-nes sont importantes, que les promesses électorales sont parfois démesurées, les élu-es locaux vont avoir fort à faire d'autant plus dans un contexte où les ressources financières des collectivités sont en nette diminution et où les politiques d'austérité menées ces dernières années par les gouvernements sont d'une violence inouïe et impactent fortement les collectivités.

La CGT appelle l'ensemble des forces politiques républicaines à enfin tirer les leçons de la progression continue de l'abstention et de l'extrême droite.

Le camp du progrès social et environnemental doit s'unir et se ressaisir. Au-delà, cette profonde crise démocratique confirme la nécessité d'amplifier le travail et les luttes syndicales pour que les préoccupations des salarié-es, des privé-es d'emplois et des retraité-es soient en première ligne.

Plus que jamais les salarié-es et les retraité-es doivent mobiliser leur voix et à s'organiser en se syndiquant pour se faire entendre.

Situation internationale

L'impérialisme Etats-Unien à la manœuvre

Sur le plan international, nous vivons un basculement historique. Avec l'élection de Trump, la montée, l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans plusieurs pays, un nouvel âge de l'impérialisme s'ouvre, brutal, décomplexé, avec pour seul objectif : capter toujours plus de richesses et de ressources naturelles.

Ukraine, Gaza, Venezuela... Ces situations font partie d'un même projet, le mépris du droit international, l'agression et l'invasion comme modes opératoires, la loi du plus fort imposée aux peuples. La paix est remise en cause partout pour les intérêts économiques, stratégiques et géopolitiques des grandes puissances. Qui veulent régner de manière dictatoriale sur « *leurs sphères d'influence* » ... Plus de 100000 morts et disparus dans la bande de Gaza et depuis le cessez le feu 500 palestiniens sont morts. A l'heure actuelle plus de 60 conflits ont lieu dans le monde.

L'intervention militaire au Vénézuéla, l'enlèvement du président en exercice "Maduro et de sa femme" et ni plus ni moins que la volonté du contrôle du pétrole Vénézuélien.

De même pour Cuba, le blocus imposé sur l'approvisionnement du pétrole, est loin de vouloir imposer la démocratie sur l'île mais bien pour faire tomber le régime en place, et mettre un pouvoir à la botte des états Unis.

La guerre en Ukraine déclenchée le 14 février 2022 a fait plus d'un million de morts, coté Ukrainien et russe.

Les États-Unis veulent maintenir leur domination sur la planète, politiquement, économiquement et financièrement. Pour cela, dans un monde dont Donald Trump entend être le maître, il crée une nouvelle structure loin des idéaux qui ont prévalu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. La charte fondatrice de son « conseil de la paix » a été signée par le président des États-Unis jeudi 22 janvier à Davos.

A l'évidence, Trump ne veut plus des Nations unies, l'organisation qui inscrit dans sa Charte la défense de la paix et l'autodétermination des peuples, comme défini en 1945. Il entend imposer son conseil de la paix, qui établit que celui-ci « *est une organisation internationale qui vise à promouvoir la stabilité, à rétablir une gouvernance fiable et légitime et à garantir une paix durable dans les zones touchées ou menacées par des conflits* ». Sous cette couche de mots, il y a la captation de juteux marchés financiers.

Les objectifs de l'impérialisme du XXI^e siècle sont clairement exposés : il s'agit de contrôler les réseaux au bénéfice du big business US pour assurer la réindustrialisation du pays et la reconstruction du capital US en crise.

Ces réseaux sont multiformes : corridors maritimes clés (mer de Chine méridionale, détroit d'Ormuz, mer Rouge), corridors

énergétiques, corridors numériques et outils numériques, intelligence artificielle. L'objectif de l'impérialisme US est donc de s'assurer le contrôle de ces corridors clés, que ce soit directement ou indirectement, par une politique de pression contre les peuples par l'arme du dollar et l'outil militaire.

Deux stratégies :

Le proche orient

C'est ainsi que le « plan Trump » sur le Proche-Orient prend toute sa place.

L'importance stratégique des pays du Golfe, qui ne sont plus uniquement pris sous l'angle de l'exploitation du pétrole. Le rôle de la région dans les plans de l'impérialisme US reste fondamental, mais plus pour la même raison. On peut d'ailleurs relever que l'État d'Israël est mentionné uniquement dans cette optique : signer de nouveaux accords d'Abraham afin de stabiliser le contrôle indirect des réseaux stratégiques dans la région avec les pays du Golfe, en contrepartie laisser les mains libres au gouvernement sioniste d'Israël de l'annexion de la Palestine au bénéfice du grand Israël.

La Chine et les BRICS +

La zone Pacifique est présentée comme le grand sujet de l'impérialisme US pour le 21^e siècle. La Chine demeure évidemment en ligne de mire. La pression sur la Chine est placée à deux niveaux : sur l'utilisation des outils de la puissance US pour investir et donc contrer les intérêts chinois et sur le contrôle des réseaux maritimes autour de la Chine.

Les BRICS +

Les analystes de la Maison-Blanche le savent, l'un des dangers provient des BRICS +.

En 2024-2025, les pays qui le composent (à l'origine le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Afrique du Sud, et désormais rejoints par l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie et les Émirats arabes unis) ont dépassé le G7 (États-Unis, Royaume-Uni, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon) en termes de PIB ajusté en parité de pouvoir d'achat, représentant plus de 32 % de la production mondiale, tandis que le G7 se situe autour de 29 à 30 %.

L'un des buts des BRICS + est de réduire la position prééminente du dollar dans la finance mondiale. Si la liquidité et la stabilité du billet vert contribuent à sa domination actuelle, les BRICS + remodèlent déjà les systèmes financiers en développant les échanges de devises locales et en créant des institutions alternatives.

Cette refondation de l'impérialisme, notamment États-Unis, appelle à une refondation de la solidarité internationale entre les peuples et les organisations qui défendent l'émergence d'un autre ordre du monde, sur la base de la transformation sociale et démocratique, du multilatéralisme, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Face au contexte international d'une extrême gravité faisons vivre nos valeurs de paix, de solidarité et intentionnaliste !

Un contexte international est marqué par la multiplication des conflits, par la brutalité des rapports de force impérialistes et par l'hégémonie politique, économique et militaire, notamment des États-Unis, qui continue d'imposer sa loi au monde, au mépris du droit international, de la souveraineté des peuples et des aspirations démocratiques.

Cette hégémonie alimente un capitalisme mondialisé exacerbé, prédateur, qui organise la concurrence entre les travailleurs, détruit les droits sociaux, privatise les services publics, pille les ressources naturelles, piétine la souveraineté des peuples et fait de la guerre un instrument de domination économique. Partout, ce sont les peuples et les travailleurs qui en paient le prix.

Cette réalité prend un visage insoutenable en Palestine.

À Gaza, ce qui se déroule sous nos yeux est un génocide. Bombardements massifs, destructions systématiques, famine organisée, attaques contre les civils, les hôpitaux, les écoles, les journalistes et les humanitaires... Ce sont des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis par Israël, avec le soutien ouvert des États-Unis.

En Cisjordanie, c'est un régime d'apartheid qui s'aggrave chaque jour : colonisation illégale, arrestations arbitraires, restrictions de circulation, négation des droits fondamentaux du peuple palestinien, expulsions, violences et assassinats des enfants, femmes et hommes palestiniens, perpétrés par des colons sous protection militaire... Le droit international est piétiné dans une impunité quasi-totale.

Face à l'innommable, au génocide, à l'apartheid et depuis toujours, la CGT n'est pas neutre. Elle ne l'a jamais été. Parce que la CGT est avant tout une organisation internationaliste.

Notre engagement internationaliste est inscrit dans notre ADN. Il est inscrit dans nos statuts, dans nos orientations adoptées en congrès confédéraux et fédéraux. Il porte des valeurs claires : la solidarité entre les peuples, la paix, la justice sociale, la défense des droits des travailleuses et travailleurs, partout dans le monde. Dans un climat mondial de guerre, de haine et de division, il est plus que jamais crucial de rappeler que la voix des travailleurs est une force de résistance, de fraternité et de paix. Historiquement, la CGT s'est toujours opposée aux logiques colonialistes, impérialistes et bellicistes. Elle s'est toujours tenue du côté des peuples opprimés. Cet engagement internationaliste se traduit aujourd'hui très concrètement au sein de notre fédération.

Lors du dernier congrès de la Fédération à Lille, nous avons adopté une décision politique forte : l'adhésion au mouvement BDS – Boycott, Désinvestissement, Sanctions. Ce vote engage la fédération dans une solidarité active, assumée, et dans des actions concrètes contre la politique criminelle de l'État israélien. La FDSP est aujourd'hui massivement engagée dans les campagnes BDS : relais des campagnes de boycott via le site internet, les réseaux sociaux fédéraux... tracts, communiqués, publications régulières sur le Guide, le

SPM... Nous portons et relayons déjà plusieurs campagnes de boycott ciblées, notamment contre **Carrefour, McDonald's, Coca-Cola, Axa** et d'autres multinationales dont les investissements, partenariats ou positions contribuent à alimenter l'économie de l'occupation et à normaliser l'inacceptable.

Nous appelons notamment les syndicats à interpeller leurs **collectivités territoriales** pour obtenir la **suspension des jumelages avec des villes israéliennes**, tant que perdurent **l'occupation, la colonisation et un système d'apartheid** imposé au peuple palestinien. Pour cela, du **matériel syndical est déjà à disposition**, notamment sur le site de la **fédération**, avec des ressources prêtes à l'emploi : **exemples de courriers aux municipalités**, motions, arguments, outils d'action...

Et parmi les campagnes à renforcer, il en est une prioritaire : le **boycott de Hewlett Packard**, acteur central de l'architecture numérique de la répression, du contrôle et de la surveillance imposés à la population palestinienne. Là encore, les collectivités, les services publics et les employeurs publics ont une responsabilité politique majeure : **pas un euro d'argent public ne doit alimenter l'économie de l'occupation**. Notre internationalisme ne s'arrête pas à la Palestine. La fédération tient en effet à réaffirmer son attachement à la **souveraineté de tous les peuples dans le monde**.

La Fédération est aussi engagée aux côtés des travailleurs et du peuple du Venezuela, victimes d'un acharnement politique, économique et médiatique. Nous avons rappelé, dans un communiqué fédéral, notre exigence de libération du président Nicolás Maduro et de son épouse ainsi que notre soutien massif aux travailleurs vénézuéliens, confrontés aux sanctions, au blocus et aux tentatives permanentes de déstabilisation.

Dans le même esprit, nous dénonçons également l'escalade militariste autour du Groenland, face aux menaces proférées par les États-Unis, toute les voies diplomatiques doivent être recherchées, à l'inverse de l'envoi de militaires français comme l'a décidé le Président de la République. Nous exprimons aussi notre solidarité avec les travailleuses et travailleurs d'Iran, victimes de répression et exigeons la libération des détenus et l'abolition de la peine de mort.

De la même manière, nous réaffirmons notre solidarité pleine et entière avec le peuple cubain, qui subit depuis des décennies un blocus criminel. Cet engagement se traduit concrètement par l'appel fédéral à la collecte de lunettes, de matériel informatique et d'équipements de protection individuelle, destinés à être acheminés par containers de la CGT vers Cuba, par la constitution d'une délégation FDSP pour renforcer la délégation CGT lors du 1er mai à La Havane et par l'engagement du collectif jeunes de la FDSP dans un partenariat avec les jeunes syndicalistes cubains.

Là encore, la solidarité n'est pas un slogan : elle est action.

Notre engagement international n'est pas un supplément d'âme. Il est une nécessité politique, syndicale et humaine. Les défis économiques, sociaux, démocratiques et climatiques dépassent les frontières. Ils exigent une lutte collective, organisée et offensive à l'échelle internationale.

Face à l'injustice, la neutralité n'existe pas. Face à l'oppression, se taire, c'est consentir.

Delphine Depay

A Cuba, coin de paradis prisé des Occidentaux au cœur de la Caraïbe, l'envers du décor est nettement moins réjouissant. Le pays est totalement asphyxié par une crise économique dont les 11 millions de Cubains ne semblent pas voir le bout. Et l'intervention américaine au Venezuela, premier fournisseur de pétrole de l'île, complique encore la donne.

L'inflation passe régulièrement les 1000%. Devant la moindre échoppe de marché, les habitants se pressent dans d'interminables files d'attente sous une chaleur écrasante. Dans les pharmacies, les centres de santé, les étals sont vides. La moindre plaquette de paracétamol s'arrache à prix d'or. Les trop vieilles maisons de la Havane s'effondrent. Le prix du carburant a explosé. Les coupures d'électricité sont quotidiennes. La population n'a d'autre choix que de fuir. 500.000 Cubains ont quitté l'île ces trois dernières années. Soit plus de 4 % de la population. Il s'agit du plus grand exode depuis l'arrivée de Fidel Castro au pouvoir en 1959. Les autorités semblent dépassées par les événements. En 2021, pour tenter timidement d'enrayer la crise, le gouvernement a légèrement ouvert l'économie au secteur privé, avec la création d'entreprises privées, les "mipymes". Depuis, environ 6 000 PME sont apparues. Les produits en vente dans ces établissements restent inaccessibles au commun des Cubains. Une boîte de 6 œufs se vend au prix d'un mois de salaire. Juste après la pandémie de Covid 19, les autorités ont instauré une nouvelle monnaie. Elles voulaient relancer l'économie. C'est tout l'inverse qui s'est produit. Depuis, la petite île communiste traverse une période d'inflation sans précédent. Le peuple peine à trouver les solutions pour s'en sortir. Cuba est une île plongée dans la tourmente.

Christine Solaire

Lettre ouverte au monde

(Source en espagnol : <https://www.resumenlatinoamericano.org/2026/02/13/cuba-carta-abierta-al-mundo-desde-la-isla-una-mujer-de-a-pie-denuncia-el-crimen-que-no-quieren-ver/>)

À l'humanité entière, aux mères du monde, aux médecins, sans frontières, aux journalistes qui ont une dignité, aux Gouvernements qui croient encore en la justice :
Je m'appelle comme des millions, je n'ai ni un nom connu ni des responsabilités importantes. Je suis une Cubaine ordinaire. Une fille, une sœur, une patriote. Et j'écris cela, le cœur déchiré et les mains tremblantes, parce qu'aujourd'hui, ce que mon peuple vit n'est pas une crise. C'est un assassinat lent, calculé, froidement exécuté par Washington. Et le monde regarde ailleurs

Dénonciation au nom de nos grands-parents :

Je dénonce le fait qu'à Cuba, il y a des vieux qui meurent prématurément parce que le blocus les empêche d'avoir des médicaments pour le cœur, l'hypertension, le diabète. Ce n'est pas par manque de ressources. C'est une interdiction délibérée. Les entreprises qui veulent les vendre à Cuba ont des amendes, elles sont persécutées, menacées. Leur Gouvernement se tait. Et pendant ce temps, un vieux cubain a le cœur qui se serre et attend. La mort ne prévient pas. Le blocus, oui.

Dénonciation au nom de nos enfants :

Je dénonce le fait qu'il y a des incubateurs à Cuba qui ont dû être arrêtés faute de combustible. Qu'il y a des nouveaux-nés qui luttent pour leur vie pendant que le Gouvernement des États-Unis décide quels pays peuvent nous vendre du pétrole et lesquels non. Qu'il y a des mères cubaines qui ont vu la vie de leurs enfants mise en danger parce qu'un ordre signé dans un bureau de Washington vaut plus que les pleurs d'un bébé à 90 miles de ses côtes. Où est la communauté internationale ? Où sont les organisations qui défendent tellement l'enfance ? Où est -ce que les enfants cubains ne mériteraient pas de vivre ?

Dénonciation pour la famine intentionnelle :

Je dénonce le fait que le blocus est une famine programmée. Ce n'est pas qu'il manque de la nourriture, c'est parce qu'on nous empêche de l'acheter. C'est parce que les bateaux qui apportent des aliments sont persécutés. C'est parce que les transactions bancaires sont bloquées. C'est parce que les entreprises qui nous

vendent des céréales, du poulet, du lait, sont sanctionnées. La fin à Cuba n'est pas un accident. C'est une politique d'État du Gouvernement des États-Unis, raffinée pendant 60 ans, actualisée par chaque Gouvernement, renforcée par Donald Trump et exécutée avec rage par Marco Rubio. Ils appellent cela pression économique. Moi je l'appelle terrorisme par la faim.

Dénonciation au nom de nos médecins :

Je dénonce le fait que nos médecins, cela, même qui ont sauvé des vies pendant la pandémie, pendant que le monde entier s'effondrait, aujourd'hui non plus de seringue, ni d'anesthésie, ni de matériel pour les rayons X. Pas parce que nous ne savons pas les produire. Pas parce que nous n'en avons pas la capacité. Mais parce que le blocus nous empêche d'accéder à ces matières premières, à ces pièces de rechange, à la technologie. Nos scientifiques ont créé cinq vaccins contre le COVID-19. Cinq. Sans l'aide de personne. Contre vents et marées. Contre le blocus, contre les mensonges. Et même ainsi, l'empire nous punit pour l'avoir fait.

Je dis au monde :

Cuba ne demande pas l'aumône.

Cuba ne demande pas de soldats.

Cuba ne demande pas qu'on nous aime.

Cuba demande la justice. Rien de plus. Rien de moins.

Je vous demande de cesser de considérer comme normal la souffrance de mon peuple.

Je vous demande d'appeler le blocus par son ordre : un crime contre l'humanité.

Je vous demande de cesser de vous laisser tromper par le conte du « dialogue » et de la « démocratie » alors qu'on nous étrangle.

Nous ne voulons pas la charité. Nous voulons qu'ils nous laissent vivre.

Aux Gouvernements complices qui se taisent :

L'histoire leur fera payer la facture.

Aux médias qui mentent :

La vérité trouve toujours une voie.

Aux bourreaux qui signent des sanctions :

Le peuple cubain, n'oublie pas et ne pardonne pas.

À ceux qui ont encore l'humanité dans le cœur :

Regardez Cuba. Regardez ce qu'ils nous font. Et demandez-vous : de quel côté de l'histoire voulez-vous être ?

De cette petite île qui a un grand peuple, une cubaine ordinaire qui refuse de se rendre.



Non à l'austérité gouvernementale !

Mobilisons – nous pour la CNRACL !

Après des semaines de débats parlementaires chaotiques, le projet de loi de finances 2026 (PLF) a été adopté définitivement le lundi 2 février 2026.

Avec ce budget austéritaire, tout est mis en œuvre, pour rogner sur les mesures sociales, pour empêcher le financement des services publics, biens communs nécessaires pour que les droits des citoyen·nes et des usager·res soient garantis et leurs besoins sociaux satisfaits

Avec ce budget d'austérité, c'est encore et toujours privilégier le capital, les grandes fortunes au détriment des travailleur·ses, des retraité·es et des privé·es d'emplois.

Cependant, de l'argent il y en a, le capital se gave de fonds publics (211 milliards chaque année pour les grandes entreprises), les dividendes coulent à flots pour les actionnaires (+50% en 5 ans) souligné une déconnexion frappante avec l'évolution des salaires réels, souvent érodés par l'inflation.

Ce budget est donc une nouvelle agression pour le monde du travail et les retraité·es.

Pas question de rester à attendre des jours meilleurs !

Cette déclaration de guerre de la part du gouvernement, impose des mobilisations de masse, actif·ves et retraité·es mobilisés afin de défendre nos droits, faire valoir et aboutir nos revendications sur les services publics, les salaires et pensions, notre protection sociale, l'emploi...

Après la mobilisation du 8 mars, journée internationale des

droits des femmes, la prochaine étape dans notre processus de mobilisation est fixée le 2 avril pour les retraité·es.

Les déficits structurels des caisses de retraites CNRACL et du régime général, ne sont pas causés par les 17 millions de retraité·es que compte le pays.

Ce déficit n'est pas une fatalité liée à la démographie ; il découle également de l'exonération des charges patronales et du refus de taxer les revenus du capital pour financer la protection sociale.

Ces deux caisses qui versent les pensions aux retraité·es, doivent faire face aux décisions politique des gouvernements successifs.

En ce qui concerne la CNRACL, son déficit n'est pas naturel ; il est le résultat des décisions prises par les gouvernements successifs. Ce déficit reflète une volonté de nuire à notre Caisse de retraite, en exerçant un droit de veto sur le seuil d'abaissement de l'affiliation à 17,5 heures, en gelant le point d'indice, en favorisant le développement massif des emplois contractuels au détriment des emplois titulaires, en maintenant la compensation inter-régimes, ainsi qu'en n'intégrant pas les régimes indemnitaires (primes) dans le calcul de la retraite.

Pour le régime général, les mêmes choix politiques sont mis en œuvre pour organiser ce déficit, avec des exonérations des cotisations patronales, des heures supplémentaires, des primes (intéressement, PPA etc..), et la destruction de l'emploi industriel.

Tout est mis en œuvre pour asphyxier financièrement nos caisses de retraites afin de mieux justifier la nécessité d'un système de retraite par capitalisation.

Le 2 avril 2026,

Pour préserver et défendre nos caisses de retraite, mobilisons-nous tous ensemble, actif·ves et retraité·es.

Quand le capitalisme se prote bien, le peuple trinque !

Suite à la publication du rapport annuel de l'ONG OXFAM, riche d'enseignements, nous pouvons y lire, dans son édition publiée le mois dernier, qu'aujourd'hui et depuis la fin des années 1980, la concentration des richesses ne cesse de s'accélérer.

En 2025, la fortune des milliardaires a bondi de plus de 16 %, soit trois fois plus vite que la moyenne des cinq années précédentes, pour atteindre 18 300 milliards de dollars, son plus haut niveau.

La fortune de l'homme le plus riche au monde, un certain Elon Musk, a atteint 500 milliards de dollars !

Les 12 milliardaires les plus riches possèdent plus de richesses que la moitié la plus pauvre de la planète, soit environ quatre milliards de personnes.

La France n'est pas en reste : 53 milliardaires sont désormais plus riches que près de la moitié des habitant-es de l'Hexagone. En 24 minutes, un milliardaire gagne l'équivalent du revenu annuel moyen d'un Français, soit 42 438 euros.

Dans ce contexte, le peuple souffre à travers le monde. L'insécurité alimentaire a augmenté de 42,6 % entre 2015 et 2024 et concerne 92 millions de personnes en Europe et en Amérique du Nord. La France n'est pas épargnée ; de plus en plus de retraités sombrent dans la précarité.

Notre lutte acharnée contre le capitalisme, quelle qu'en soit la forme, prend tout son sens.

Christophe Couderc

Les riches toujours plus riches



Il y a 115 ans, le 28 décembre 1910, naissait le Code du Travail

Le droit du travail serait « trop complexe, illisible et incompréhensible » pour les employeurs ; avec un « niveau trop élevé de protection, il est le principal frein à l'embauche ». Le refrain du grand patronat est connu. Il fait écho au discours des libéraux du début du 20^e siècle, craignant qu'avec l'établissement d'un Code du travail, se constitue une législation de classe, un droit ouvrier.

Au 19^e siècle, les relations du travailleur et de l'employeur sont régies par le louage de service. Les libéraux militent pour intégrer la législation du travail au Code civil, qui existe depuis 1804.

Entre 1849 et 1898, on comptait environ 170 textes régissant le travail, lois, décrets, arrêtés. Il y a également les usages et coutumes des métiers. On va donc mettre de l'ordre dans l'écheveau de lois existant. Mais il y a également, outre l'aspect pratique, une raison plus théorique : **la création du contrat de travail affirme une logique statutaire, ceci contre la logique individuelle qui place le travailleur dans une position déséquilibrée par rapport à l'employeur.** Symboliquement, il faut affirmer la spécificité du droit du travail, ce que concrétise la création d'un ministère du Travail en 1906, dirigé par le socialiste Viviani. Le contrat de travail induit une dépendance économique, une subordination juridique du salarié, mais aussi des responsabilités pour l'employeur, en matière de durée du travail, d'accidents du travail, de retraite à partir de 1910 et d'assurances sociales à partir de 1928.

Les syndicats furent au départ plutôt réservés, car la proposition de Code du Travail émanait des républicains, qui « ont sur eux le sang de la Commune de Paris ». Ils préféraient la Prud'homie, au plus près du terrain.

Au fil des années, la question du **Code du Travail** fait l'objet d'un combat de classe acharné, car elle **renvoie centralement à la question du travail, de sa place, de sa valeur.** Le contrat de travail fait l'objet d'une attention particulière de la part de la CGT, avec une orientation vers **une sécurité sociale professionnelle** assurant la continuité du contrat, afin d'éviter la remise en cause des carrières résultant de la perte d'un CDI. Un projet ambitieux...

Maryline Lambert



rappel : Loi El Khomri en 2016



Pics de chaleur, sécheresse, incendies, inondations : l'inquiétant bilan de l'année 2025

Météo-France a publié le 15 décembre 2025 son bilan climat annuel. Les 12 mois passés ont connu des événements météorologiques intenses, portant la marque du changement climatique en cours.



Le territoire français a atteint une température moyenne de 14 degrés en 2025, classant cette année au 4ème ou au 3ème rang des années les plus chaudes jamais enregistrées en France depuis le début des mesures en 1900 ; derrière les années 2022 et 2023. Les mois de mai, juin, août, novembre et début décembre, ont été marqués par **des températures anormalement élevées**, avec des records de chaleur 10 fois plus nombreux que les records de froid. La sécheresse des sols a été marquée entre mai et août sur au moins 30 % du territoire, et l'on a déploré de violents incendies aggravés par les conditions climatiques, ce qui a conduit à 30.000 hectares brûlés.

Pour la 6ème année consécutive, la France a connu un hiver plus chaud que la normale avec des épisodes de douceur en janvier et février. **Quant au manteau neigeux, il est déficitaire**, quels que soient le massif et l'altitude considérés. Sur les massifs les plus petits (Jura, Vosges, Massif central), la neige a été rare. *La réduction de l'enneigement en dessous de 1800 mètres en montagne* est représentative de ce qui est attendu de plus en plus fréquemment dans une France à +2,7°C. De ce point de vue, la tenue des Jeux Olympiques d'hiver dans les Alpes françaises en 2030 pose question.

Les glaciers sont sensibles aux évolutions des températures et sont des témoins du réchauffement observé. **Depuis la fin des années 1960, les glaciers français ont perdu 25 % de leur superficie.** Dans les Hautes-Pyrénées, le glacier d'Ossoue, figure emblématique du massif du Vignemale, étudié depuis des années, a perdu 78 % de sa surface entre 1850 et 2023. Si les conditions climatiques des prochaines années poursuivent leur tendance actuelle, ce massif disparaîtrait à l'horizon 2050. Le recul des glaciers entraîne des éboulements, des crues glaciaires, une baisse de la ressource en eau pour les vallées en été.



Le rapport de Météo-France est alarmant et doit faire réagir et agir !

Interpellez vos député·es avant le 10 avril pour empêcher le vol du plus férié des jours fériés !

On a jusqu'au 10 avril

Après avoir volé deux ans de vie avec la retraite à 64 ans et essayé de supprimer deux jours fériés, les représentants patronaux veulent aller encore plus loin en contraignant les salarié·es à travailler le 1er mai. Soi-disant au nom de la boulangerie et du fleuriste du coin, leur projet c'est d'obliger les salarié·es à travailler et faire un cadeau aux chaînes des grands groupes en sortie d'agglomérations, au détriment des commerces indépendants de proximité de centre-ville ou de village.

Pour toutes ces raisons l'intersyndicale appelle les député·es à s'opposer à ce projet de loi.

Interpellez vos député·es dès aujourd'hui et participez aux mobilisations dans toute la France vendredi 10 Avril.

Comment faire ?

- 1/ Se rendre sur [la plateforme allo parlement](#) et entrer son code postal.
- 2/ L'email est prêt à être envoyé ou poster sur vos réseaux selon votre sélection.
- 3/ C'est terminé

Ensemble, nous pouvons empêcher l'attaque contre le 1er mai

INFOS RAFP

Une retraite additionnelle dans la Fonction Publique bien en deçà de ce dont nous avons besoin .

Vous êtes retraité.es et vous percevez une retraite additionnelle de l'ERAFP, sous forme de rente versée mensuellement. Le montant est souvent modique compte-tenu des cotisations versées depuis 2005 sur vos primes lorsque vous étiez en activité.

Rappelons que la CGT s'était opposée à la création de ce régime complémentaire par capitalisation obligatoire sur compte individuel et elle y est toujours opposée.

Créée à la demande de la CFDT dans le contexte de la réforme des retraites Fillon 2003, le gouvernement d'alors, avec l'appui de nombreux employeurs locaux qui furent, avec l'état, les principaux bénéficiaires grâce au taux minime de leurs cotisations, instaura ce fonds de pension unique par son adhésion obligatoire des fonctionnaires de l'Etat, de la santé, et de la fonction publique territoriale.

Quoiqu'il en soit, notre organisation CGT a décidé dès l'origine de siéger au Conseil d'Administration et s'efforce de défendre au mieux les intérêts des agents et des retraité.es, nos administrateurs ont dans ce sens pesé sur l'amélioration des versements du capital fractionné, poussent pour le versement du R.A.F.P dès la liquidation anticipée de la pension pour carrière longue ou pour d'autres dérogations statutaires (ex : catégorie active). Ils revendiquent chaque année pour une revalorisation maximum de la valeur de point de service qui sert de base au calcul de la rente.

Ces dernières années, bien que toujours insuffisant, le versement ERAFP a évolué de + 5,7% en 2023, + 6,8 % en 2024, + 4 % en 2025 et dernièrement + 1,4 % en 2026.

Même si nous pouvons constater que ces revalorisations ont dépassé chaque année le taux officiel de l'inflation, nous continuons de demander l'extinction de ce régime par capitalisation et l'intégration des primes dans la rémunération de base avec augmentation et rattrapage de la valeur du point d'indice. Ce sont ces mesures qui permettront à chacun de bénéficier d'une pension qui répond aux besoins.

Didier Louvet

INFOS CNRACL



Votre page Loisirs

E	L	I	S	T	E	R	N	E	A	N	T	C	A	M
L	V	O	T	E	N	R	E	I	T	I	T	O	S	C
E	R	R	L	E	C	T	E	U	R	U	A	M	A	I
C	A	N	D	I	D	A	T	I	O	N	R	A	U	M
T	E	D	M	U	N	I	C	I	P	A	L	A	E	E
I	R	R	E	N	O	M	M	A	I	R	E	E	S	J
O	R	A	L	T	E	R	N	A	N	C	E	L	E	L
N	L	S	Z	S	R	E	U	N	I	O	N	R	B	T
A	R	S	C	R	U	T	I	N	U	I	N	H	U	A
I	G	E	O	N	S	C	O	N	S	E	I	L	R	N
O	B	U	L	L	E	T	I	N	A	D	M	I	N	I
N	A	E	L	E	M	O	I	N	O	T	A	E	E	T
C	I	T	O	Y	E	N	E	I	C	H	A	R	T	E
V	O	T	E	R	P	L	A	N	C	H	E	R	O	E

Liste des 30 mots à retrouver (thème Elections municipales)

- | | |
|---------------|--------------------|
| 1. ÉLECTION | 16. DÉMOCRATIE |
| 2. MAIRE | 17. PLURALISME |
| 3. CANDIDAT | 18. BUREAU |
| 4. VOTE | 19. SCRUTIN |
| 5. URNE | 20. ADMINISTRATION |
| 6. BULLETIN | 21. MUNICIPAL |
| 7. COMMUNE | 22. RÉUNION |
| 8. CONSEIL | 23. ALTERNANCE |
| 9. CAMPAGNE | 24. PARTICIPATION |
| 10. PROGRAMME | 25. VOTER |
| 11. VOIE | 26. CITOYEN |
| 12. RÉSULTAT | 27. PLANCHER |
| 13. SONDAGE | 28. REPRÉSENTANT |
| 14. ÉLECTEUR | 29. POLITIQUE |
| 15. LISTE | 30. CHARTE |

A Lire

LAURENT MAUDUIT COLLABORATIONS ENQUÊTE SUR L'EXTRÊME DROITE ET LES MILIEUX D'AFFAIRES

Laurent Mauduit, Collaborations

Une partie des élites économiques françaises tisse des liens avec l'extrême droite, jusqu'à s'y rallier parfois ouvertement. Depuis la dissolution de l'Assemblée en juin 2024, ce mouvement s'accélère : des chefs d'entreprise, grands et petits, renoncent au " barrage républicain " et se préparent à collaborer avec le RN et ses alliés.

Laurent Mauduit lève le voile sur ces complicités qui, discrètes hier encore, sont aujourd'hui de plus en plus souvent assumées. Rencontres en coulisse, alliances d'intérêts, fascination pour le capitalisme autoritaire et libertarien promu par Trump, Musk ou Milei... L'auteur décrypte cette dynamique inquiétante où les milieux d'affaires trouvent dans l'extrême droite une opportunité pour imposer leur agenda.

Si les positions de Bernard Arnault, Charles

Beigbeder, Vincent Bolloré ou Pierre-Édouard Stérin, sont désormais publiques, nombre d'autres patrons, plus discrets, mus par des intérêts purement mercantiles, leur emboîtent le pas et participent aujourd'hui activement à la montée d'un projet politique raciste et liberticide.

Dans cette enquête inédite, Laurent Mauduit nous entraîne des salons feutrés de l'Ouest parisien, où évoluent les grands patrons, jusqu'aux PME de province, dévoilant un processus en cours qui fait écho aux heures les plus sombres de notre histoire. Comment ne pas penser, comme le montre l'auteur, aux années 1930, lorsque le patronat, déjà, jouait un rôle majeur dans l'accession au pouvoir des régimes fascistes et nazi ? Aujourd'hui, alors que le capitalisme traverse une crise prolongée, les milieux d'affaires sont à nouveau des acteurs pleinement engagés dans la montée de l'extrême droite.

A Ecouter

Gauvain Sers

Après trois albums dont deux certifiés platine, Gauvain Sers marque un tournant avec « Boulevard de l'enfance ». Devenu père, l'artiste a pris le temps de revenir dans la « vraie vie » pour livrer un opus percutant où l'on croise l'intime et l'universel, l'humour et la tendresse, des coups de griffe et même un grand nom de la chanson française. Ce middle class héro à la française déploie une poésie populaire et imagée, explorant de nouvelles sonorités sans jamais sacrifier la force de sa plume.



UNE HISTOIRE DE LA FÉDÉRATION CGT DES SERVICES PUBLICS

VOLUMES 1, 2 et 3 - Années 1903 à 2023



BON DE COMMANDE Volumes 1,2 et 3

à compléter et à retourner par mail avec copie de l'ordre de virement

IBAN : FR76 1027 8061 3700 0340 4554 175

Code BIC : CMCIFR2A

(Attention, veiller à mentionner : Bon de commande, livres « Une histoire de la fédération »)

Fédération CGT des Services publics

Case 547 - 263 Rue de Paris 93514 MONTREUIL CEDEX

Organisme :

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Courriel : Tél. :

Je commande (Frais de port inclus) :

VOLUME 1	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : X 18,50 € = €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : X 18,00 € = €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : X 17,50 € = €
VOLUME 2	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : X 18,50 € = €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : X 18,00 € = €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : X 17,50 € = €
VOLUME 3	<input type="checkbox"/> De 1 à 19 exemplaires : X 18,50 € = €
	<input type="checkbox"/> De 20 à 49 exemplaires : X 18,00 € = €
	<input type="checkbox"/> De 49 à 200 exemplaires : X 17,50 € = €

A partir de 200 exemplaires, nous contacter : fdsp@cgt.fr - 01 55 82 80 00



Je suis
RETRAITÉ·E
OU FUTUR·E RETRAITÉ·E
de la Fonction publique
territoriale (commune, intercommunalité,
 métropole, région, département, SDIS)

RETRAITÉ·E OU FUTUR·E
RETRAITÉ·E du secteur privé
 (logement social, entreprises privées de l'eau ou du funéraire)
ceci me concerne !

Enfin, me voilà à la retraite, tant attendue, tant désirée ou sur le point de l'être !

Bienvenue dans cette nouvelle tranche de vie où nous sommes libéré-es des contraintes liées au travail et pouvons savourer le temps de vivre !

Comme la vie de retraité-e n'est pas en dehors de la société et de ses injustices, les revendications syndicales gardent toute leur actualité :

- avec des problématiques propres aux retraité-es telles que : le montant des pensions de retraite, la prise en charge de la perte d'autonomie, la défense de la CNRA et son Fonds d'Action sociale,
- mais également pour l'accès à un logement, aux transports, la défense de la sécurité sociale, les services publics de proximité, l'accès aux soins pour tous et de qualité, l'accès à la culture et aux sports...

Être syndiqué-e CGT à la retraite, c'est se battre pour ses revendications, garder le lien avec les actif-ves, mais avoir aussi un espace d'échanges, de rencontres, de fraternité, de solidarité, de camaraderie entre les adhérent-es et militant-es CGT.

Rester syndiqué-e ou se syndiquer à la retraite te permettra de recevoir les informations de l'UFR, le journal *Ensemble*, le *Service public magazine* et l'ensemble des informations de l'organisation CGT. Le magazine *Vie Nouvelle* est aussi un outil de qualité indispensable pour lequel tu pourras choisir entre l'abonnement individuel ou collectif avec la section de ton syndicat.

Si le montant de la cotisation peut paraître un frein à ton adhésion, sache que ta cotisation annuelle te donne droit à une réduction d'impôt ou un crédit d'impôt à hauteur de 66%.

BULLETIN D'ADHÉSION

à l'Union fédérale des retraité-es CGT des Services publics

Retraité-e isolé-e ? **NON!** Retraité-e syndiqué-e ? **OUI!**

POUR DÉFENDRE MES REVENDICATIONS

Mon pouvoir d'achat - Ma retraite - Ma santé - Mes besoins quotidiens

JE ME SYNDIQUE À LA CGT



Nom Prénom.....
 Adresse postale.....
 Code postal Ville

Adresse mail @.....
 N° de téléphone

Branche professionnelle d'origine

À renvoyer à : Fédération CGT des Services publics - Union fédérale des retraité-es
 Case 547 - 263 rue de Paris - 93515 MONTREUIL CEDEX - ufr@fdsp-cgt.fr